

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 8 juin 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, avril 2015

2

Les entrepreneurs ont pris pour 7,8 milliards de dollars de permis de bâtir en avril, en hausse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Il s'agissait d'une deuxième augmentation mensuelle consécutive. La croissance observée en avril provenait d'une hausse des intentions de construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en Ontario.

Nouveaux produits et études

9



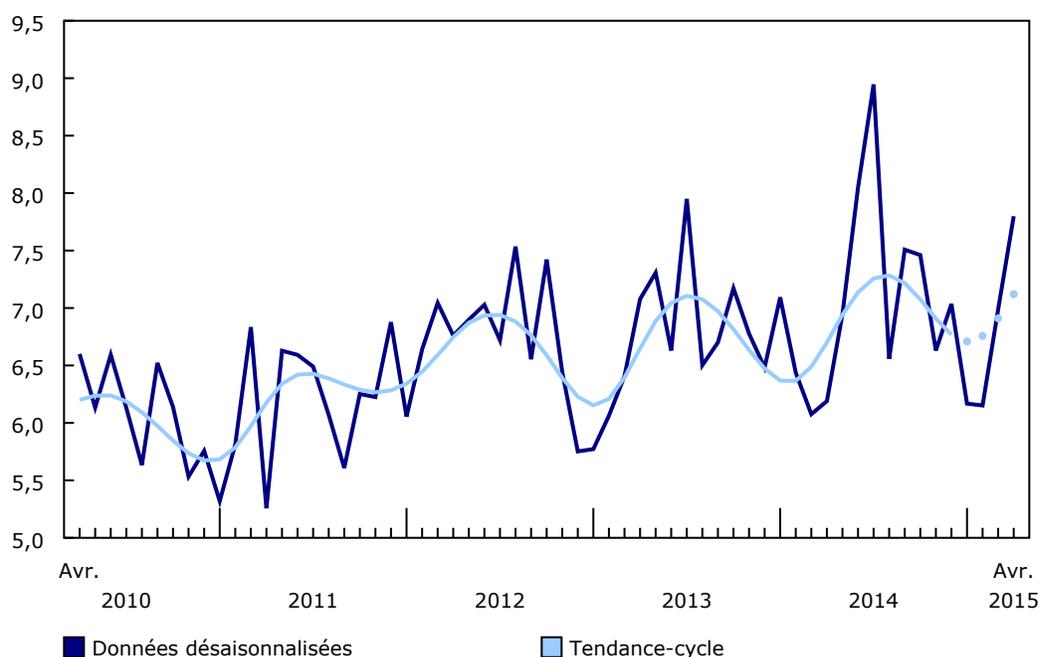
Communiqués

Permis de bâtir, avril 2015

Les entrepreneurs ont pris pour 7,8 milliards de dollars de permis de bâtir en avril, en hausse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Il s'agissait d'une deuxième augmentation mensuelle consécutive. La croissance observée en avril provenait d'une hausse des intentions de construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en Ontario.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis s'est accrue de 30,2 % pour se chiffrer à 3,3 milliards de dollars en avril, après avoir enregistré une augmentation de 24,8 % en mars. Des hausses ont été notées dans trois provinces, l'Ontario arrivant en tête, suivi de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador. La Colombie-Britannique et le Québec ont affiché les reculs les plus marqués dans les intentions de construction de bâtiments non résidentiels.

Les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont crû de 1,2 % pour s'établir à 4,5 milliards de dollars, ce qui représentait une troisième progression mensuelle consécutive. Des hausses ont été enregistrées en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador. La baisse la plus prononcée a été notée en Colombie-Britannique, qui avait affiché une augmentation marquée le mois précédent.

Secteur non résidentiel : hausse marquée dans la composante institutionnelle

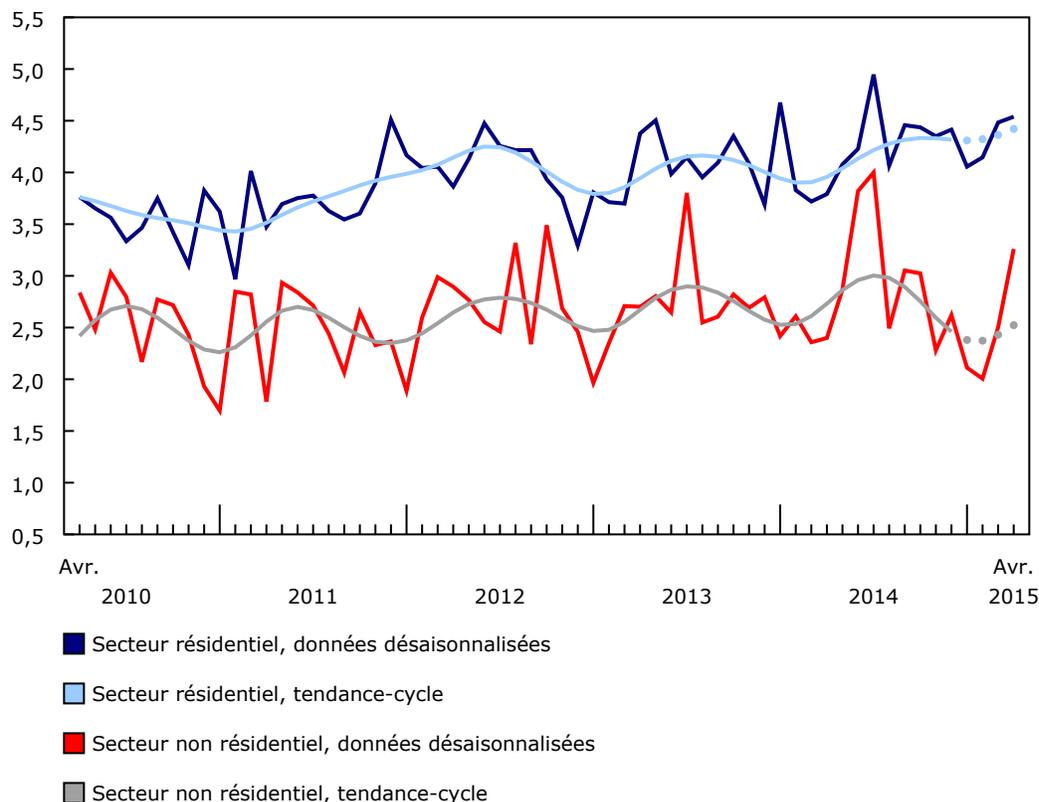
Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis a progressé de 86,2 % pour se fixer à 1,3 milliard de dollars en avril. Cette progression a fait suite à une hausse de 83,7 % enregistrée le mois précédent. La croissance notée à l'échelle nationale était attribuable à la hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale et d'immeubles gouvernementaux. Des augmentations ont été observées dans trois provinces, l'Ontario ayant affiché la plus forte hausse, suivi de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick, loin aux deuxième et troisième rangs. Le Québec et l'Alberta ont affiché les reculs les plus importants parmi les autres provinces.

La valeur des permis délivrés pour la construction d'immeubles commerciaux a progressé de 7,8 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars en avril. Il s'agissait de la deuxième hausse mensuelle consécutive. À l'échelle nationale, l'augmentation s'expliquait principalement par la hausse des intentions de construction de magasins de détail et de gros ainsi que de complexes de vente au détail. Des hausses ont été observées dans six provinces, l'Alberta et l'Ontario venant en tête. La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte diminution, et ce, après avoir affiché des croissances importantes en février et en mars.

Les municipalités ont délivré des permis de construction industrielle pour une valeur de 480 millions de dollars en avril, en hausse de 10,9 % par rapport à mars. Il s'agissait de la troisième augmentation en quatre mois. L'accroissement noté dans cette composante découlait d'une hausse des intentions de construction d'immeubles rattachés aux transports et de bâtiments liés aux services publics. L'Ontario, l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré des augmentations. Le Québec et la Colombie-Britannique ont affiché les plus fortes baisses.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur résidentiel : augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a progressé de 6,6 % pour se chiffrer à 2,5 milliards de dollars en avril, ce qui représentait la première augmentation en trois mois. Des hausses ont été enregistrées dans cinq provinces, l'Ontario et l'Alberta venant en tête. La Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont affiché les diminutions les plus marquées.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont diminué de 4,5 % pour s'établir à 2,1 milliards de dollars en avril. Le recul a fait suite à deux fortes hausses mensuelles consécutives. La Colombie-Britannique et l'Alberta étaient à l'origine de la majeure partie de cette baisse. Des hausses ont été observées en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 17 896 nouveaux logements en avril, en baisse de 4,5 % par rapport à mars. La baisse était attribuable à une diminution de 8,1 % du nombre de logements multifamiliaux, qui s'est fixé à 12 141 unités. En revanche, le nombre de logements unifamiliaux s'est accru de 4,1 % pour atteindre 5 755 unités.

Provinces : l'Ontario enregistre des hausses dans tous les types d'immeubles

La valeur totale des permis de bâtir s'est accrue dans quatre provinces en avril, l'Ontario arrivant en tête, suivi de l'Alberta, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

La croissance notée en Ontario s'expliquait surtout par l'augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels et résidentiels. En Alberta, la hausse des intentions de construction d'immeubles commerciaux, de logements unifamiliaux et de bâtiments industriels était à l'origine de cette croissance. En Nouvelle-Écosse, la croissance s'expliquait par l'accroissement des intentions de construction d'immeubles résidentiels, principalement des logements multifamiliaux, tandis qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, la hausse était attribuable à la construction industrielle.

La Colombie-Britannique, qui avait enregistré une augmentation en mars, a connu la baisse la plus prononcée en avril. Cette baisse provenait d'un recul des intentions de construction dans tous les types d'immeubles, surtout des logements multifamiliaux. Au Québec, la hausse des intentions de construction d'immeubles résidentiels n'a pas suffi à neutraliser le repli observé dans le secteur non résidentiel.

Hausse des intentions de construction dans plus de la moitié des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis s'est accrue dans 20 des 34 régions métropolitaines de recensement en avril, les augmentations les plus marquées ayant été observées à Toronto, à Edmonton, à Halifax et à St. John's.

La progression observée à Toronto résultait principalement de la construction d'immeubles institutionnels et de logements multifamiliaux. À Edmonton, l'augmentation découlait de l'accroissement des intentions de construction d'immeubles commerciaux et, dans une moindre mesure, de logements unifamiliaux. La hausse à Halifax provenait surtout de la construction de logements multifamiliaux, tandis qu'à St. John's, l'augmentation des intentions de construction d'immeubles industriels était à l'origine de la croissance.

En revanche, Vancouver a affiché la baisse la plus marquée, surtout en raison de la diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, d'immeubles commerciaux et industriels. À Québec, le recul découlait de la baisse des intentions de construction d'immeubles résidentiels et commerciaux. À Kelowna, qui avait enregistré une progression marquée le mois précédent, la diminution était attribuable aux immeubles commerciaux.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Avril 2014	Février 2015	Mars 2015r	Avril 2015p	Mars à avril 2015	Avril 2014 à avril 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 190,3	6 151,8	6 986,7	7 798,9	11,6	26,0
Résidentiel	3 791,3	4 145,7	4 483,4	4 538,5	1,2	19,7
Unifamilial ¹	2 208,5	2 349,2	2 301,5	2 453,9	6,6	11,1
Multifamilial	1 582,8	1 796,4	2 182,0	2 084,6	-4,5	31,7
Non résidentiel	2 398,9	2 006,1	2 503,2	3 260,4	30,2	35,9
Industriel	393,9	405,6	433,0	480,3	10,9	21,9
Commercial	1 289,4	1 220,4	1 371,9	1 479,6	7,8	14,8
Institutionnel	715,7	380,1	698,3	1 300,4	86,2	81,7
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	15 608	14 884	18 735	17 896	-4,5	14,7
Unifamilial ¹	5 947	5 747	5 530	5 755	4,1	-3,2
Multifamilial	9 661	9 137	13 205	12 141	-8,1	25,7

r révisé

p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Avril 2014	Février 2015	Mars 2015 ^r	Avril 2015 ^p	Mars à avril 2015	Avril 2014 à avril 2015
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 190,3	6 151,8	6 986,7	7 798,9	11,6	26,0
Résidentiel	3 791,3	4 145,7	4 483,4	4 538,5	1,2	19,7
Non résidentiel	2 398,9	2 006,1	2 503,2	3 260,4	30,2	35,9
Terre-Neuve-et-Labrador	59,1	57,4	47,4	86,4	82,1	46,2
Résidentiel	40,0	38,6	34,2	36,1	5,7	-9,8
Non résidentiel	19,0	18,7	13,3	50,3	279,0	164,2
Île-du-Prince-Édouard	11,6	9,8	11,1	10,5	-5,8	-9,5
Résidentiel	7,8	5,3	6,0	5,8	-4,4	-26,0
Non résidentiel	3,8	4,5	5,1	4,7	-7,4	24,5
Nouvelle-Écosse	128,7	118,7	88,9	132,2	48,6	2,7
Résidentiel	75,8	97,5	56,7	101,0	78,2	33,3
Non résidentiel	52,9	21,2	32,3	31,1	-3,5	-41,1
Nouveau-Brunswick	36,8	55,1	49,4	40,2	-18,8	9,1
Résidentiel	21,6	34,6	24,6	21,7	-11,8	0,6
Non résidentiel	15,2	20,5	24,8	18,5	-25,6	21,2
Québec	1 235,9	1 191,8	1 117,9	1 039,5	-7,0	-15,9
Résidentiel	687,9	772,0	636,4	694,5	9,1	1,0
Non résidentiel	548,0	419,8	481,5	344,9	-28,4	-37,1
Ontario	2 243,1	2 223,9	2 451,5	3 673,0	49,8	63,7
Résidentiel	1 426,6	1 324,8	1 724,9	1 944,0	12,7	36,3
Non résidentiel	816,5	899,1	726,6	1 729,0	138,0	111,8
Manitoba	192,7	182,5	223,2	163,6	-26,7	-15,1
Résidentiel	119,1	119,7	121,6	107,8	-11,3	-9,5
Non résidentiel	73,5	62,8	101,6	55,8	-45,1	-24,1
Saskatchewan	251,8	193,5	247,9	192,1	-22,5	-23,7
Résidentiel	126,3	119,7	120,5	114,8	-4,7	-9,1
Non résidentiel	125,5	73,8	127,3	77,2	-39,3	-38,5
Alberta	1 336,2	1 193,6	1 349,9	1 425,9	5,6	6,7
Résidentiel	801,9	908,1	832,9	811,2	-2,6	1,2
Non résidentiel	534,4	285,5	517,0	614,7	18,9	15,0
Colombie-Britannique	686,8	911,7	1 394,6	1 028,3	-26,3	49,7
Résidentiel	479,3	715,5	921,9	696,1	-24,5	45,2
Non résidentiel	207,5	196,3	472,7	332,1	-29,7	60,1
Yukon	3,4	2,7	1,6	4,9	200,7	43,8
Résidentiel	2,8	1,0	1,5	4,8	220,7	71,6
Non résidentiel	0,6	1,7	0,1	0,1	-18,1	-81,9
Territoires du Nord-Ouest	4,2	8,6	1,8	2,5	37,1	-40,9
Résidentiel	2,2	6,4	0,9	0,6	-36,9	-72,6
Non résidentiel	2,0	2,3	0,8	1,9	119,9	-6,0
Nunavut	0,0	2,5	1,3	0,0	-98,7	...
Résidentiel	0,0	2,5	1,3	0,0	-100,0	...
Non résidentiel	0,0	0,0	0,0	0,0

r révisé

p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.**Source(s)** : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données désaisonnalisées¹

	Avril 2014	Février 2015	Mars 2015 ^r	Avril 2015 ^p	Mars à avril 2015	Avril 2014 à avril 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	4 681,7	4 871,6	5 443,1	6 476,4	19,0	38,3
St. John's	41,6	40,4	30,6	70,9	131,8	70,4
Halifax	79,1	87,2	52,7	105,5	100,2	33,4
Moncton	9,8	18,8	20,7	10,7	-48,2	8,9
Saint John	7,5	9,1	9,6	6,4	-33,3	-14,8
Saguenay	25,4	21,5	29,8	23,8	-20,0	-6,4
Québec	142,0	108,0	145,6	97,8	-32,8	-31,1
Sherbrooke	29,2	40,3	40,9	34,3	-16,3	17,3
Trois-Rivières	24,4	17,7	14,4	36,3	152,2	48,9
Montréal	563,0	695,1	503,5	504,4	0,2	-10,4
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	224,1	183,9	165,0	204,6	24,0	-8,7
Partie Gatineau	37,3	32,7	19,5	46,2	137,2	24,0
Partie Ottawa	186,8	151,2	145,5	158,4	8,9	-15,2
Kingston	19,0	33,6	9,5	24,3	155,1	27,9
Peterborough	8,7	6,3	10,2	12,9	26,2	49,3
Oshawa	74,8	31,5	100,1	91,5	-8,6	22,4
Toronto	1 078,8	1 012,9	1 384,3	2 532,3	82,9	134,7
Hamilton	144,7	136,1	99,0	104,5	5,5	-27,8
St. Catharines–Niagara	46,6	74,8	43,5	49,1	13,0	5,4
Kitchener–Cambridge–Waterloo	89,8	210,3	86,9	104,7	20,5	16,6
Brantford	11,7	28,8	12,3	12,9	5,4	10,6
Guelph	17,1	21,5	28,2	48,9	73,2	185,4
London	132,0	90,0	60,4	77,5	28,3	-41,3
Windsor	48,7	32,0	56,2	48,4	-13,9	-0,8
Barrie	30,7	21,3	31,3	12,5	-60,2	-59,4
Grand Sudbury	12,4	14,5	7,9	8,2	3,7	-33,9
Thunder Bay	12,7	16,6	2,7	9,1	232,6	-28,6
Winnipeg	132,2	125,8	134,2	110,0	-18,1	-16,8
Regina	60,0	65,8	77,9	54,1	-30,6	-9,8
Saskatoon	88,8	86,5	99,1	94,6	-4,6	6,5
Calgary	601,2	361,9	617,1	649,0	5,2	8,0
Edmonton	453,4	574,5	431,0	502,6	16,6	10,9
Kelowna	37,3	24,7	62,5	29,5	-52,8	-20,8
Abbotsford–Mission	19,4	12,0	18,2	10,1	-44,6	-48,1
Vancouver	380,3	613,7	985,6	718,3	-27,1	88,9
Victoria	35,4	54,6	72,1	76,8	6,4	116,6

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro d'avril 2015 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de mai seront diffusées le 8 juillet.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Nouveaux produits et études

Il n'y a pas de nouveaux produits aujourd'hui.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>